

**Editions de la Bourse du Travail Fernand Pelloutier
Union départementale CGT-Force Ouvrière
de Loire-Atlantique**

Corporatistes un jour, Corporatistes toujours...

Jacques Moisan

Mars 2016

Sommaire

Présentation de Michel Le Roc'h

- 1. La mission Bartolone Winock ou la tentation d'instaurer l'ordre corporatiste. "Leur" modèle : Emmanuel Mounier**
- 2. Les personalistes et Vichy. Le révélateur de la question de l'école laïque**
- 3. Le point de vue de Zeev Sternhell**
- 4. Le programme d'Uriage**
- 5. Les héritiers politiques d'Uriage. Beuve-Méry fondateur du Monde et quelques autres**
- 6. Un gouvernement imprégné d'idéologie corporatiste. Les enjeux de la "réforme" du code du travail (Michel Le Roch)**

Cette brochure reprend une série d'articles publiés sur le site de l'UD CGT-FO de Loire- Atlantique dans la rubrique : histoire

1944-1969-2016 :

« *Refonder* » la Démocratie ?

Présentation de Michel Le Roc'h

L'Union départementale CGT-FO de Loire-Atlantique publie cette brochure « *De Pétain à l'autogestion* » qui pourra peut-être, au premier abord, sembler déconnectée des problèmes concrets auxquels sont confrontés les militants syndicalistes.

Pourquoi se préoccuper des parcours politiques des formateurs de « cadres » de l'école d'Uriage de Vichy ? Il est assez connu que M. Beuve-Méry en 1945 a fondé le quotidien *Le Monde*. Mais beaucoup d'autres ont joué après la Libération un rôle important qui n'est pas sans conséquences sur nombres de décisions politiques actuelles.

Pourquoi se préoccuper d'un obscur philosophe, Emmanuel Mounier, obscur pour le grand public, décédé en 1950 ?

N'a-t-on pas mieux et plus urgent à faire ?

On verra que ce personnage et le courant qu'il inspire continue d'exercer une influence prépondérante dans bien des milieux actuels, par exemple, dans la mouvance de Jacques Delors ... et beaucoup d'autres.

Ces premiers brefs éléments nous confortent dans l'idée que la connaissance du passé est une arme pour le présent.

« *Ce qui manque le plus à l'ouvrier, c'est la science de son malheur* »

Fernand Pelloutier

« *La connaissance du passé serait inutile si elle ne servait à éclairer le présent* ».

Alexandre Hébert

1. La mission Bartolone. Winock ou la tentation d'instaurer l'ordre corporatiste. "Leur" modèle : Emmanuel Mounier

La commission Bartolone vient de loin

Le président « socialiste » (C. Bartolone) de l'Assemblée nationale a déclaré le 29 janvier 2015 à la télévision : « *Je redécouvre les textes du général De Gaulle à l'époque (du référendum d'avril 1969). Je trouve qu'il avait déjà de bonnes idées* ». Des idées qui viennent de loin. Des idées dangereuses pour la Démocratie.

Le journal de l'UD CGT-FO de Loire-Atlantique, l'OS, a attiré l'attention des militants syndicalistes sur la nature des projets de la commission Bartolone chargée d'élaborer un plan de refonte des institutions. (Numéro 658, octobre 2015).

L'article intitulé « halte à l'ordre corporatiste ! (Non au projet Bartolone de sénat politico-professionnel !) » rappelle l'essentiel :

« (...) S'inscrivant dans la lignée de projet de constitution du maréchal Pétain du 30 janvier 1944, de Gaulle proposait l'introduction au Sénat d'un contingent de « sénateurs » représentant ès-qualité des organisations syndicales aux côtés des classiques sénateurs, élus politiques. Le rapport Bartolone va plus loin en proposant l'élection des sénateurs sociaux-professionnels par les membres des corps qu'ils représentent ; hyper avant-gardiste côté démocratie participative, le projet constitutionnel pétainiste de 1944 contenait déjà partiellement cette « novation bartolonienne ».

Les commentateurs, presse, radios, journaux télévisés sont bien sûr restés muets. Cet attentat contre les principes démocratiques les plus élémentaires doit rester inconnu du grand public qui doit ignorer que madame Marie-George Buffet (PCF) a applaudi aux audaces réformatrices de Bartolone quand le retraité Thibault Bernard (de la CGT) a pris soin de s'en démarquer. (Source page 642 du compte-rendu officiel des interventions consultable sur internet).

Ainsi cette fois encore, il n'y a pas d'union sacrée. Rappelons qu'en 1969, le NON de la CGT-FO rejoint par le NON de la CGT avait provoqué la chute du général.

La situation présente reste profondément marquée par cette claque monumentale infligée aux corporatistes de tous bords.

Monsieur Winock à la manœuvre

Bartolone a confié à Michel Winock le soin de co-présider le groupe de travail. Le choix n'est pas innocent. En introduction des débats Winock affirme déjà : « *La majorité de notre groupe de travail désire modifier le rôle du Sénat, tout en préservant sa compétence législative. Sa fusion avec le Conseil économique, social et environnemental est souhaitée, mais tous ses membres doivent demeurer des élus* ».

Celui-là n'est pas un inconnu ; auteur d'une quarantaine d'ouvrages sur des sujets divers, il fait figure de grand historien. Winock, c'est du sérieux, du compétent, du pas sectaire.

C'est aussi l'auteur d'un livre paru en 1975 : **histoire politique de la revue « Esprit » 1930-1950** ; un livre riche d'enseignements pour le présent, pour ce qui y est affirmé et plus encore pour ce qui y est soigneusement passé sous silence. Pour mieux saisir les enjeux actuels, un bref retour sur le passé, s'impose.

Pie XI donne le ton

Comme toujours, c'est du côté du Vatican que les corporatistes se tournent. Winock, bien sûr, n'échappe pas à la règle. Il note d'emblée (p.31) :

« C'est en 1925 que PIE XI déclare : *le plus grand scandale du XIXème siècle, c'est qu'en fait l'Eglise ait perdu la classe ouvrière* ».

Ce diagnostic formulé 34 ans après la parution miraculeuse de la première grande encyclique sociale de Léon XIII plante parfaitement le décor.

Côté syndical, la naissance de la CFTC (1919) ne change rien de fondamental au rapport des forces. Les travailleurs restent à la CGT ou plus globalement, continuent de lui faire confiance.

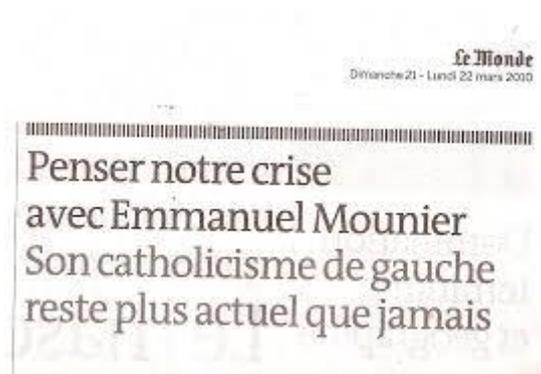
Cette situation provoque dans les milieux catholiques, débats et controverses. La création de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) puis de la JEC en 1929 (Jeunesse étudiante chrétienne) ne change rien à l'affaire. Les efforts des démocrates-chrétiens au début du XXème siècle – Winock cite Marc Sangnier – ne permettent pas « *de mettre un terme au divorce persistant entre les catholiques et la république* ». (p.33).

Fin 1926, le Vatican place le journal du monarchiste Maurras, *l'Action française* à l'index¹. « *La domination qu'exerçait l'AF sur le milieu catholique s'écroule* ». On peut enfin, se réjouit Winock, être catho de « gauche » sans risquer l'excommunication.

¹ L'**Index librorum prohibitorum** (*Index des livres interdits*), aussi appelé **Index expurgatorius**, **Index librorum prohibitorum juxta exemplar romanum jussu sanctissimi domini nostri**, est un catalogue instauré à l'issue du Concile de Trente (1545-1563). Il s'agit d'une liste d'ouvrages que les catholiques romains n'étaient pas autorisés à lire, des « livres perniciose », accompagnée des règles de l'Église au sujet des livres. Le but de cette liste était d'empêcher la lecture de livres jugés immoraux ou contraires à la foi.

C'est en 1964 seulement que les plus hautes autorités de l'Église autorisent – et organisent – en France la « déconfessionnalisation » de la CFTC et sa « transformation » en CFDT chargée de partir à la reconquête des « masses ». (Le « troupeau », selon les saintes écritures).

« Sans l'interdiction de l'Action française, Esprit n'eût pas été possible ... ». (Winock).



Le quotidien *le Monde* mène campagne pour les thèses « révolutionnaires » de Mounier. Son fondateur, M. Beuve-Méry fut formateur à l'école de formation des cadres d'Uriage du régime de Vichy. Mounier y a aussi donné quelques conférences.

On verra dans la 3ème partie de cet article le rôle des uns et des autres en 1940 et ensuite.

La revue *Esprit* fondée par Emmanuel Mounier en 1932, suit d'un an seulement la seconde grande encyclique sociale : *quadragesimo anno* (1931). « *Ce n'est pas un hasard. C'est un fait que cette encyclique donne des armes aux jeunes catholiques dans leur combat contre le régime établi* ». C'est un fait que Winock ment effrontément. La vérité, c'est que l'encyclique « socialiste » bénit le régime corporatiste-fasciste de Mussolini. (Voir à ce sujet, l'article d'Alexandre Hébert cité dans *corporatismes d'hier et d'aujourd'hui*).

C'est dans ce contexte que le philosophe-catholique Mounier va lancer une souscription pour lancer sa revue *Esprit*. « *Il frappe à toutes les portes, notamment celles des presbytères.* (p.51). »

Il s'agit de créer un mouvement d'opinion, pas une revue catholique, surtout pas ! Il faut se tourner vers un public large pour rechristianiser. « *Le temps de la création d'un parti de la nouvelle gauche* » n'est pas venu. (p.62). Un « congrès » a lieu « *pacifiquement ouvert par une messe en plein air* ». Sur le « mouvement » plutôt qu'un nouveau parti « *l'accord était fait : on adopterait les termes de groupes d'études, de « groupes d'usines et de syndicats* ».

C'est qu'il faut donner l'impression d'avoir quelque chose à voir avec le mouvement ouvrier.

Pourtant, l'objectif est clair : « *primauté du spirituel* » proclame Mounier qui prône « *une révolution personnaliste et communautaire* » et une « *troisième voie entre capitalisme et communisme* ».

Quelques rares socialistes jugent utile d'y apporter leur caution. Winock cite André Philip qui « *exprime dans la revue le double point de vue, protestant et socialiste* ». (P.72). Où se situe Winock ?

Dans son avant-propos, il nous prévient : « *depuis une douzaine d'années, je collabore, pour une part modeste mais assez régulière à Esprit* ».

Les modèles de Mounier ... et de Winock ?

Au milieu des années 30, le socialiste belge Henri De Man a exercé un irrésistible attrait auprès de nombreux militants ouvriers.

Très influent au sein du parti ouvrier belge, il s'est attaqué au mouvement syndical français. Avec son aide, les néos regroupés autour du futur ministre de Pétain, René Belin, ont tenté de prendre la majorité de la CGT. Ils représentaient en 1938, un tiers des mandats.

C'est autour de l'idée de régulation des « excès » du capitalisme, ou de la finance (comme on dit aujourd'hui dans certains milieux) par un Plan que De Man parvenait à convaincre des militants honnêtes mais peu méfiants de se rallier à ses innovations théoriques.

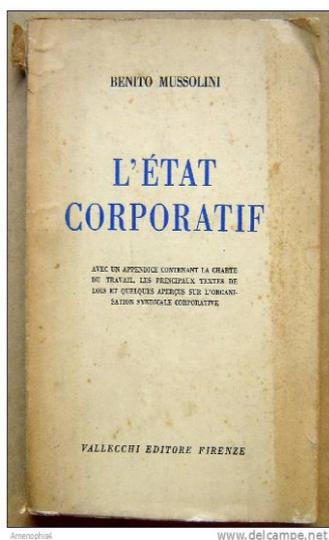


Bernard Jouanno, assomptionniste et journaliste au quotidien *la Croix* est spécialiste et admiratrice de Mounier. Il écrit : « *Peut-être, plus que toute autre pensée, le courant personnaliste a contribué à la construction de l'Europe. (...) Jacques Delors, homme de foi et européen convaincu n'a jamais caché ses racines et ses sources d'inspiration* ». En 1990, à l'occasion du 40ème anniversaire de la mort de Mounier, Delors confie : « *Nous sommes plus nombreux qu'on ne le croit à avoir trouvé des repères et des raisons d'espérer dans l'œuvre d'Emmanuel Mounier* » et de ses « modèles ».

« (...) On ne s'étonnera pas que « l'idée socialiste » d'Henri De Man visant à rétablir le socialisme sur une éthique contre un matérialisme déterministe qui est source d'attentisme et d'embourgeoisement, apparaisse à Mounier comme le livre culminant de l'après-guerre ». Mounier qui prétend modestement contribuer à la « naissance d'un homme nouveau » prêche pour « la révolution (éthique) dans la tête et dans les cœurs ». Le néo-socialiste belge de Man, futur admirateur du national-socialisme lui a ouvert la voie. Mounier s'y engouffre.

Esprit reprend à son compte les théories planiste de De Man et les conclusions de son « *au-delà du marxisme* » publié en 1926. (Voir *corporatismes d'hier et d'aujourd'hui*). La logique du néo-socialiste ne peut que déboucher sur un ordre autoritaire, voire totalitaire. Winock semble un peu gêné mais assume quand même : « *Sans doute était-ce là une vision bien théorique, car on peut penser que les principes d'autogestion et de planification échappent difficilement à la contradiction. Il est cependant remarquable qu'Henri De Man, théoricien du plan, est aussi un défenseur de l'autogestion* ». Comme la CFDT des années 1960 ...

Esprit chez les fascistes italiens



« Grève et lock out sont interdits Si les parties ne peuvent se mettre d'accord, c'est l'autorité (le parti fasciste) qui intervient. Point n'est besoin de beaucoup de réflexion pour découvrir les avantages de l'institution si sommairement que Nous l'ayons décrite : collaboration pacifique des classes, éviction de l'action des organisations socialistes ... » (Encyclique *Quadragesimo anno*, 1931). C'est en octobre 1925, qu'est signé le pacte du Palazzo Vidoni qui accorde aux « syndicats » fascistes, l'exclusivité de la représentation.

Fidèle à sa doctrine sociale, l'Eglise catholique est favorable à l'Etat fort. Les *corps intermédiaires* (subsidiaires), les « syndicats » rassemblés en défense de l'ordre nouveau, assurent une police pas très spirituelle mais efficace. L'Etat fasciste assure « l'arbitrage » censé réaliser la « conciliation des classes ». En France aussi, l'Eglise approuve les procédures d'arbitrage préconisées par le Front populaire en 1937.

Décidément mal à l'aise, Winock doit concéder : « Toutefois, l'antifascisme réitéré d'Esprit put donner lieu pendant un certain temps à des **souçons** sur son authenticité comme l'illustre bien le congrès de Rome de 1935 auquel Mounier alla représenter la revue dans la capitale du fascisme ». Winock comme pour excuser son mentor, avance l'idée que l'invitation, « appuyée par le gouvernement italien paraissait émaner de l'aile gauche du parti fasciste, d'origine syndicaliste, Bottai et Rossoni ».

Bottai, ministre du travail, qui se donnait pour tâche de « réinsérer la classe ouvrière dans la nation », comme PIE XI.

La miséricorde winockienne est infinie

« Le fascisme était pour certains (à Esprit) une manière de dépasser le conflit jugé artificiel et stérile de la gauche et de la droite, une manière de réconcilier la patrie et le socialisme ; une façon de rompre avec l'individualisme² bourgeois. Sur tous ces points, les jeunes gens d'Esprit pouvaient se sentir en sympathie avec ceux qui adhéraient aux ligues d'extrême droite (...) On s'entendait à penser qu'il y avait ou qu'il y avait eu dans le fascisme une part de vérité qu'il était vain de nier ».

Le « syndicaliste » rassemblé autour de la défense de « l'Etat fort » protégé par l'état d'urgence permanent, Rossoni, ne s'était-il pas livré à une « diatribe anticapitaliste » dont il avait le secret ?

² « Ce qui n'apparaît pas toujours, c'est le lien logique entre cet individualisme crasse et la politique très actuelle qui exalte les bienfaits d'individualisations multiples, individualisation des salaires, individualisation de la retraite par capitalisation, individualisation de la couverture sociale par le recours aux assurances privées, individualisation de la formation, individualisation de l'expression des salariés dans l'entreprise par les lois Auroux. Certains esprits superficiels pourraient voir là une contradiction ». (Serge Mahé : « les pourceaux d'Epicure », novembre 1992).

Winock admet : « Mounier lui-même reconnaît dans ses carnets : nous avons tous été pris au sentiment. **Le congrès a fini dans une sorte d'enthousiasme amical** ».

Les « soupçons » ne sont-ils pas légitimes ?

Esprit es-tu là ?

La politique des « pactes »

On a vu l'engouement de Mounier pour le fascisme. La Charte du travail adoptée en 1927 - que Mounier ne peut ignorer- stipule dans son article VI que « *les corporations sont reconnues par la loi comme des organes de l'Etat* ». Le 4 novembre 1933, reprenant l'idée d'une « troisième voie » chère aux cléricaux-sociaux, Mussolini avait déclaré : « *le corporatisme dépasse le socialisme et le libéralisme. Il crée une nouvelle synthèse. Aujourd'hui, nous enterrons le libéralisme économique* ». Les élucubrations du « syndicaliste » Rossoni ne peuvent tromper que ceux qui le veulent bien, pour des raisons certainement très spirituelles, mais peut-être aussi, un peu politiques.

Comment peut-on encore croire à une possible « déconfessionnalisation » et « décorporatisation » de ces gens-là ?

On a vu aussi que Mounier et son équipe voulaient en finir avec le « *ghetto conservateur où le catholicisme s'était enfermé depuis un siècle* ». (p. 240). Pour y parvenir, il a sélectionné « *une équipe d'hommes à la peau dure, qui se sachent et se sentent en état de guerre spirituelle* ». (P. 248). René Rémond³, président du Centre Catholique des Intellectuels Français, pense, à l'inverse de Pie XI que « *la classe ouvrière n'a jamais été chrétienne : elle s'est constituée en dehors de l'Eglise* ». Il ne s'agirait donc pas de « reconquête » mais de « conquête ». La stratégie des « envahisseurs » répond à cette dure réalité.

L'objectif des personalistes est d'instaurer « *un pacte politique et social* » autour d'une « *mystique du travail* ». On voit que nos gouvernants actuels n'ont rien inventé.

Tout doit fonctionner autour du triptyque : « *le plan, les élites, l'Etat* », l'Etat nécessairement fort, capable de contenir la lutte des classes. Winock insiste : Le projet de révolution personaliste consiste à trouver « *la juste représentation des communautés françaises et inversement un reversement de la puissance centrale de l'Etat* ». (p. 260).

³ René Rémond remet en cause l'infaillibilité papale. C'est osé. Il est vrai qu'il s'appuie sur une déclaration de Pie VI, Allocution prononcée au Consistoire du 29 mars 1790) (Cité Par Marc Prévotel : *cléricalisme moderne et mouvement ouvrier ; « La presque totalité de la nation (...) oublie que la doctrine chrétienne est la plus ferme base du salut des empires... »* La déchristianisation vient de loin.



Mounier a écrit : « (...) *Quiconque a visité sans parti-pris les pays fascistes, pris contact avec leurs organisations, avec leur jeunesse, n'a pas manqué d'être frappé de l'authentique élan spirituel qui porte ces hommes violemment arrachés à la décadence bourgeoise. (...) les fascismes peuvent revendiquer le mérite d'être un éveil spirituel* ». (Source : *Manifeste au service du personnalisme*). Winock ne cite pas ce genre de textes. On l'a vu, il pardonne beaucoup et comprend « *quelques imprudences de plume et plus encore quelques maladresses d'actions* ».

Affublé de son étiquette de « gauche », le projet d'*Esprit* inquiète le Vatican. En mai 1936, sa condamnation est semble-t-il imminente. Mounier se défend :

« *Les contacts qu'a pu nouer Esprit avec une fraction de ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir peuvent être mis au service des intérêts spirituels de l'Eglise* ». (p. 160). L'argumentation de Mounier rassure. Laissez-moi, par ma politique « d'ouverture à gauche » noyauter tous les rouages de l'Etat. Vous verrez les résultats ! On sait qu'en 1937, le Front populaire instaure les procédures d'arbitrage conformes à la doctrine sociale de l'Eglise⁴. Fin juin, la menace vaticanesque est abandonnée. Les « révolutionnaires » personnalistes peuvent continuer leur travail « d'entrisme ».

Le manifeste de Font-Romeu

En octobre 1932, Mounier réunit ses troupes - « *une pléthore d'agregés* » - afin d'y adopter un « manifeste » destiné à structurer le « mouvement » en construction.

En dehors de considérations fumeuses, on y retrouve nombre de propositions qui ressemblent étrangement aux « innovations » de notre temps.

D'emblée, le document indique une opposition totale « *au matérialisme historique* », au marxisme. « *Il existe un seul cas où le déterminisme traduit la réalité : c'est lorsque l'homme renonce aux valeurs spirituelles qu'il a la liberté de réaliser* ».

1) Le capitalisme immoral, qu'il faut moraliser pour en assurer la pérennité

Le manifeste affirme :

« *Un moment, le capitalisme a cru qu'il allait supprimer ses vices et les ennemis qu'il forme contre lui-même. Il s'est jeté dans la mystique d'une production indéfiniment augmentée* ». La critique du productivisme comme le Mal absolu vient de loin. Les partisans « modernes » de la *décroissance* n'ont rien inventé.

⁴ Voir à ce sujet la série d'articles consacrés à juin 36. (Rubrique histoire ; site de l'UD CGT-FO 44)

« (...) Il faut se débarrasser de ce capitalisme générateur d'anarchie, de gaspillage et d'injustice. Il prétend se défendre au nom de la propriété privée mais il l'a pervertie et confisquée ». L'encyclique *rerum novarum* emploie des termes identiques.

La propriété privée (des moyens de production) « est une condition de la création libre (un don de la Providence !) et il en a fait une tentation d'égoïsme et de lucre. Elle devrait se répartir entre tous et il en concentre sauvagement les attributs réels entre les mains de quelques privilégiés ». Une lecture rapide et irréfléchie pourrait donner à penser que l'auteur est presque « socialiste ».

Presque : « C'est quand on croit à la vertu de la propriété définie d'un point de vue spirituel (sic !), qu'on est contraint, pour en sauvegarder et en généraliser les bienfaits, d'en limiter le domaine dans l'état du mal présent, et dans toute la vaste mesure où l'exigent les nécessités du bien commun et la sauvegarde de la personne même ».

Ainsi, le mauvais comportement de certains représentants de la « finance » doit être, au moins en apparence, quelque peu corrigé. On pourra avoir recours – les encycliques ne s'y opposent pas - à quelques nationalisations, si le respect du bien commun l'exige.

Pour préserver le libre marché, il faut assure Mounier, amender le capitalisme car « c'est le fonctionnement même de l'économie capitaliste qui, avec ses déviations imposées à la propriété privée, maintient l'injustice sociale et l'aggrave par son anarchie ».

Tout ceci n'est finalement qu'une reprise des thèses du pape Léon XIII.

Il est toutefois significatif que Mounier se garde de déverser des tombereaux d'injures⁵ à l'encontre des « socialistes » ou autres « collectivistes ». Il s'agit toujours de se présenter comme une composante légitime du mouvement ouvrier. Certes, la ficelle est un peu grosse ...

⁵ Pour conclure sur une note légère.

Les admirateurs socialisants de sa sainteté Léon XIII oublient toujours les fortes pensées de l'infailible réunies dans un bref Manifeste (une encyclique) intitulé *quod apostolici numeris*, paru le 18 décembre 1878) : « **sur les erreurs modernes** ».

Le brave homme avait décelé les méfaits d'« une peste mortelle qui se glisse à travers les membres les plus intimes de la société humaine ».

Mais de qui diable notre Très Haut presque « socialiste » parle-t-il ?

Explication. « Vous comprenez sans peine, Vénérables Frères, que Nous parlons de la secte de ces hommes qui s'appellent diversement et de noms presque barbares, socialistes, communistes et nihilistes, et qui, répandus par toute la terre, et liés étroitement entre eux par un pacte inique, ne demandent désormais plus leur force aux ténèbres de réunions occultes, mais qui se produisant au jour publiquement, et en toute confiance, s'efforcent de mener à bout le dessein, de bouleverser les fondements de la société civile. Ce sont eux assurément qui, selon que l'atteste la parole divine souillent toute chair, méprisent toute domination et blasphèment toute majesté (...) Ils attaquent le droit de propriété sanctionné par le droit naturel ». 15 ans avant *rerum novarum*, le très Saint-Père n'avait pas encore bien saisi l'urgence - malgré les avertissements répétés et d'une grande patience, des « catholiques sociaux - de mettre un peu d'eau (de Vichy ?) dans son vin de messe.

2) L'autogestion

« *La gestion des entreprises doit être aux travailleurs* ». Là encore, la CFDT n'a rien inventé.

« *Aucune classe possédante ou bureaucratique ne doit se créer à l'occasion de cette gestion pour les en frustrer* ». L'allusion à la bureaucratie renvoie probablement à cet autre passage du Manifeste : « *A l'autre bout du monde (l'URSS), le capitalisme s'est écroulé* ». Mounier pourrait s'en réjouir ? Pas du tout. « *L'exploitation a survécu. Le communisme a déplacé la spoliation d'une classe possédante par une caste dirigeante* ». Autrement dit, rien n'a changé. La socialisation des moyens de production ne compte pour rien. Pourtant lorsque les armées du IIIème Reich se lancent en 1941 à l'assaut de la « patrie du socialisme » chère aux staliniens, ce n'est pas pour mettre un terme au culte de la personnalité du « petit père des peuples » mais bien, d'abord et avant tout, pour y rétablir des rapports de production capitalistes et faire de la Russie une vaste colonie.

« *Il en résultera que les bénéfices doivent être distribués intégralement aux travailleurs* ». Par quel miracle ? On n'en sait rien.

3) Le plan, Participation, intéressement, ...

« *La concurrence qui semble d'abord être l'expression de la liberté en est en réalité la négation. Le plus fort écrase le plus faible* ». Le capitalisme, c'est en effet la loi de la jungle. Pour dompter les excès immoraux de la libre concurrence, il suffirait d'un bon plan économique qui serait, dieu soit loué, « *la garantie nécessaire des droits privés* ». Ici, le couplet habituel, cfdétiste, démagogique : « *Le plan, créé par les travailleurs est d'ailleurs l'émanation de leur pensée ; c'est eux-mêmes en effet, qui assurent par leurs représentants, comme la gestion et la répartition des bénéfices, la tâche d'édifier le plan* ». Il revient alors aux « syndicalistes » subsidiaires de veiller à la bonne application du plan. Ce que font à merveille en Italie fasciste, messieurs Bottai et Rossoni dont le discours de 1935 a tellement émerveillé Mounier.



Congrès d'Epinay : C'est à l'occasion du congrès « fondateur » du « socialisme » le 13 juin 1971 que François Mitterrand achève la Vieille SFIO. Il déclare : « *Les courants, je ne veux pas en faire la liste (...) les marxistes (?) sont nombreux, vrais ou faux ; il y a une tradition proudhonienne débordante.*

Les personnalistes d'Emmanuel Mounier sont, c'est l'occasion de le dire, Dieu soit loué, parmi nous ... » sans doute, tous les socialistes n'acceptent-ils pas, mais ils sont de plus en plus marginalisés.

« *Je crois aux forces de l'Esprit* » (Mitterrand). Expression reprise par François (Hollande) à l'occasion des vœux 2016...

4) La réforme (refondation) de l'Etat, Démocratie participative

« (...) La société étant mise au service de la personne, (...) la décentralisation qui permet de connaître les besoins des personnes et les fait participer à un pouvoir toujours proche, est donc à la fois la garantie et l'exercice de la liberté ». Les néos-socialistes de l'ère moderne ont bien assimilé la leçon du prof de philo.

« Ce pouvoir doit comporter deux échelles de représentation selon qu'il s'exerce sur la vie économique ou sur d'autres aspects de la vie humaine. Le pouvoir économique est issu des entreprises, des syndicats professionnels et des unions de consommateurs ». C'est en résumé, une 1^{ère} ébauche de la Charte du Travail de Belin-Pétain. On verra plus loin comment Mounier s'est coulé dans le moule Vichyste pour le « féconder » de l'intérieur.

« Le pouvoir politique comprend les mêmes organismes augmentés d'une représentation de tous les groupements spontanément issus des activités concrètes et multiples des hommes ». La « société civile » est à l'honneur.

« Les cadres géographiques dans lesquels s'exercent ce pouvoir doivent donc correspondre à la fois à une réalité économique (les « bassins d'emplois » de la CFDT) et à une réalité humaine vivante. Toute forme politique artificielle doit disparaître. (...) Les véritables unités géographiques sont la région (un précurseur !) et l'Etat (?). »

Comment procéder au découpage des régions ? C'est simple. « La région est d'abord un tempérament. Elle réunit des hommes qui vivent sous un même climat ... » (??)

On aurait tort de se contenter de sourire à l'énoncé de toutes ces élucubrations. La « communauté morale » que Mounier veut imposer ressemble fort aux projets liberticides de notre époque.

« L'Etat correspond à une unité géographique et à une véritable civilisation spirituelle. L'Etat - dit Mounier - groupe les régions. Il dépasse de beaucoup les cadres de la nation actuelle. Au-dessus de ces unités, une fédération mondiale doit avoir pour but de fixer les lignes générales du plan » car Mounier prétend réguler le capitalisme à l'échelle de la planète ; modestement.

« Elle doit aussi assurer la paix entre les états et plus encore organiser un échange des valeurs morales qu'ils représentent ». M. Delors n'a pas tort de dire que les théories du personnalisme dépassent le cadre étroit d'une poignée d'initiés.

Mais qu'en est-il des mécréants qui ne partagent pas les « valeurs spirituelles » de la secte des personnalistes ? *Esprit* y répond, on ne peut plus clairement (un exemple parmi bien d'autres) en décembre 1946, sous la plume d'un certain D. Olivier :

« Les nécessités de l'organisation économique socialistes, comme celles de la lutte révolutionnaire exigent donc un pouvoir fort, disposant de moyens de contraintes très étendus sur les individus ».



En 1936 comme en 1944-1945, le parti stalinien de Maurice Thorez a tout mis en œuvre pour briser le mouvement vers la grève générale. Les militants syndicalistes, fidèles à la défense des intérêts particuliers des salariés ont été calomniés.

Les sociaux-cléricaux de toutes tendances ont trouvé dans le PCF un allié de circonstance efficace. Pourtant le petit père du peuple français ne croyait pas lui, aux « forces de l'esprit ».

Si l'Etat fort s'avère trop débile pour contenir la lutte des classes, Mounier et les personnalistes savent que l'appareil stalinien peut efficacement intervenir. Dans un chapitre intitulé « pour une nouvelle gauche », Winock note (p.292) :

« Pour Mounier, le parti communiste faisait *sérieux*. Voir Thorez lancer aux grévistes : *il faut savoir terminer une grève*, en impose à des gens qui n'aiment pas les révolutionnaires de café et qui admirent les discours de la responsabilité (...). Le parti communiste existait, il avait du muscle (et une police politique redoutable !); le parti socialiste n'était qu'un ectoplasme » ... qu'il convenait de détruire. Les missionnaires « à la gauche du Christ », les militants CFDT rentrent massivement dans le néo parti « socialiste » en 1974, à l'occasion des *Assises pour le socialisme*.

1932 ... 1974 ; les missionnaires travaillent sur le long terme.

*
**

Plan, pouvoir régional, réforme de l'entreprise, nouvelle assemblée économique, réactivation des provinces, pouvoir ouvrier (autogestion), planification démocratique : tels sont les recettes éculées de la « nouvelle gauche » de la CFDT et de la Confédération européenne des syndicats. Emilio Gabaglio qui en fut secrétaire général de 1991 à 2003, a présidé aussi aux destinées de l'ACLI (équivalente de « notre » Action catholique ouvrière). Dans son livre publié en 2003, qu'est-ce que la CES ? il avoue honnêtement -les sociaux-cléricaux sont obligatoirement honnêtes, sinon, le purgatoire les menace- que lorsqu'il était étudiant, il a « dévoré » les œuvres d'Emmanuel Mounier.

Tous les éléments du programme commun des apôtres pluriels de Maastricht sont contenus dans le manifeste de Font-Romeu. Continuité ...

Aucune compromission n'est admissible avec ces individus-là. Pas plus en 2016 qu'en 1945 ou 1932 ...

2. Les personalistes et Vichy. Le révélateur de la question de l'école laïque

La divine surprise

C'est peu dire que les « non conformistes » des années 30 vomissent la démocratie parlementaire et tout ce que représente la IIIème république. Mounier n'y échappe pas. En ce sens, Vichy constitue pour eux, une opportunité, une chance historique.

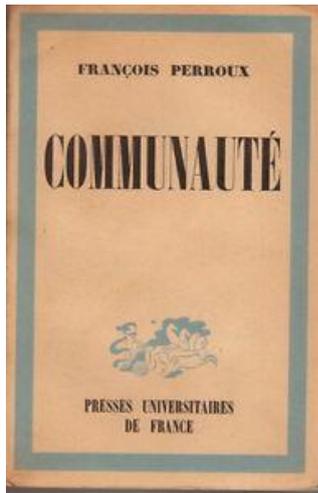
Winock a reconnu des « imprudences » et « maladresses » chez Mounier. Il y a en effet de quoi dire. Surtout, n'en déplaise aux « chrétiens progressistes » à compter du vote des pleins pouvoirs au maréchal.

Winock écrit : « *Certains ont voulu parfois expliquer l'attitude de Mounier en 1940 par son hostilité foncière à la IIIème république. La décomposition de la démocratie parlementaire, son suicide du 10 juillet 1940 offert à Pétain, au fond Mounier n'y aurait vu qu'une conclusion heureuse. De là à insinuer que Pétain aurait été Vichyste, il n'y avait qu'un petit pas qu'on n'a pas résisté parfois à sauter* ».

Mounier Vichyste ? Sa garde rapprochée, François Perroux, le futur très grand économiste distingué des IVème et Vème République et Jacques Madaule (qui poursuivra une belle carrière au MRP, la « machine à récupérer les pétainistes ») publie fin 1941 un premier numéro des *cahiers d'études communautaires*.

On y lit :

« *Que veut la France ? (...) Vivre. Dans l'effondrement de ses anciens cadres et dans la construction du nouveau monde européen, comment peut-elle vivre ? (...) En faisant sa propre révolution. Révolution nationale a dit le Maréchal. Notre communauté y aidera* ». Peut-on être plus clair ? Winock ne cite pas la somme de déclarations ouvertement vichystes des affidés de Mounier. Peut-être ne les connaît-il pas ?



Perroux n'est pas un rallié miraculeux à Vichy. En 37, il approuve et encourage déjà les mesures anti ouvrières du gouvernement de Front Populaire (L'arbitrage). En septembre 1941, il rédige pour la revue la *communauté française*, un article, « *notre communauté* » qui décline les 16 principes communautaires de P. Pétain. L'article est recommandé par le service de propagande national-socialiste. Il écrit : « les français qui disaient *je*, commencent à balbutier un : *nous* ». Le point XI des principes indique : « l'Etat est détenteur de la souveraineté et arbitre du Bien commun »⁶

A la libération, il n'est pas inquiet. Bien au contraire. A « gauche », à « droite », on se l'arrache.

Il est vrai que Perroux passe tout naturellement de la « révolution nationale », à la promotion de la communauté européenne ». Sur ce terrain-là, tous les corporatistes se rejoignent.

Pour en savoir plus, se référer à : *corporatismes d'hier et d'aujourd'hui*.

La Révolution nationale, « *elle naîtra de nous si nous surmontons la veulerie et l'individualisme mortel. C'est veulerie que refuser au Maréchal le concours qu'il exige de tout français ...* » On pourrait poursuivre à l'infini. Mais peut-être les proclamations d'amour au maréchal du premier cercle de Mounier ne sont-elles que de subtils propos destinés à brouiller les pistes ? Trop subtils alors. Poussant la logique à son terme, Perroux accepte des responsabilités officielles au secrétariat général à la famille et à la jeunesse. Il baigne ainsi dans le clan des purs et durs de la Révolution nationale. Mounier approuve.

Winock commente en ces termes ambigus : « *Certains, par républicanisme refuseront toute participation, de près ou de loin, aux œuvres du nouveau régime* ». Notons que Winock ne consacre pas la moindre ligne à l'interdiction des confédérations, ni à la Charte du Travail. Sans doute un détail de l'Histoire ...

Début septembre 1940, Mounier fait le pèlerinage de Vichy. Il rencontre le secrétaire personnel de Pétain, Gillouin qui « *l'accueille avec sympathie* ». (p. 212) et lui propose de reprendre la publication d'*Esprit*, mais sous un autre titre. La publication reprend sous le même titre.

Winock a cette explication : « *La révolution nationale en ses écrits, emprunte un certain nombre de thèmes qui ont été longtemps ceux d'Esprit : la condamnation du régime précédent, l'hostilité à l'individualisme et à son corollaire, le thème de la communauté ; la critique du capitalisme ; la critique du communisme ; d'une certaine mythologie laïque. etc.* » (P. 216).

⁶ Le 12 juin 2012, F. Hollande répond à un courrier de Benoît XVI : « *ma conception de l'Etat garantit l'idée même du bien commun ...* »

L'Etat arbitre, l'état garant ... on est dans la nuance.

L'Etat qui embastille les syndicalistes qui ne postulent pas au rôle peu enviable de domestiques, comme ceux de Goodyear. Il faut dire que les héritiers de Mounier, la CFDT, « revendique » toujours plus de répression contre les syndicalistes.

Fort de ces convergences, Mounier entend imprimer sa marque de fabrique personaliste d'où son engagement au sein d'Uriage. R. Josse a ce commentaire que Winock retient : « *Une influence, entre autres, joua un grand rôle dans l'enseignement d'Uriage : ce fut celle d'Emmanuel Mounier et de la revue Esprit. Mounier vint très souvent à Uriage et il y fit connaître au cours de nombreux exposés et colloques sa philosophie personaliste. Le personalisme devint à Uriage la doctrine de référence la plus fréquente* ».

Il y côtoie le gratin de Vichy. L'expérience « *d'Uriage prouvait en ces années 1940 et 1941, qu'on pouvait œuvrer dans le régime, soit contre le régime, soit pour un redressement qui survivrait au régime* ». (p. 223).

A Vichy, la lutte des clans, des cliques et des factions fait rage. L'ex néo-socialiste, Marcel Déat, devenu fasciste intégral, parle de « panier de crabes ». Les cathos intégristes, nostalgiques de la vieille France rurale et immuable voient d'un mauvais œil la percée des rénovateurs personalistes. Ils finissent par obtenir en décembre 1942 la fermeture de « l'école ».

Mounier doit changer son fusil d'épaule. Il se réfugie à la campagne, à Dieulefit, dans la Drôme, et médite sur l'après-Vichy. Onze numéros d'*Esprit* sont parus de novembre 1940 à août 1941.

Un révélateur : la question de l'école laïque

Toujours soucieux de justifier la politique de présence de Mounier, Winock extrait du numéro d'avril 1941 de la revue *esprit* un exemple édifiant. Il écrit à propos de la politique scolaire de Vichy : « *Mounier vit décidément en Chevalier (ministre de l'éducation) celui qui n'avait rien compris et rien oublié* » Ce Chevalier est celui qui mène l'offensive la plus brutale contre l'école laïque, au risque selon l'ambassade allemande de provoquer des réactions vives du « camp laïque » qui ne s'est pas évaporé sous Vichy. L'occupant ne veut pas de « désordres ». Les excès « réactionnaires » (Otto Abetz) du camp catho-traditionnaliste doivent cesser. L'ambassade exige et obtient le renvoi de Chevalier remplacé par l'ineffable Carcopino, chargé de calmer le jeu.

Mounier, comme l'ambassadeur Abetz « *a conscience qu'il (Chevalier) ne pouvait que développer un sentiment d'anti religion et ainsi tisonner la vieille querelle qu'on espérait voir consumée de ceux qui vont à la messe et de ceux qui n'y vont pas* ».

Carcopino suspend quelques dispositions des décrets Chevalier, les plus provocatrices (le rétablissement des « devoirs envers Dieu ... ») et engage une croisade obscurantiste sur le thème (qui plaît aussi beaucoup à « gauche ») de la lutte contre « l'encyclopédisme ». « *Mounier se réjouit de l'évènement* ». (P. 230). Dans sa revue, il écrit : « *c'est un pas marquant vers la pacification de l'école* ».

Ainsi, en avril 1941, la politique scolaire de Vichy provoque l'enthousiasme des personalistes. Il est vrai que bien des aspects de la politique de Vichy ont été repris, et parfois aggravé, par les néos-socialistes de la Vème république.

Dans les années 70, *Esprit* fait la part belle aux théories obscurantistes d'Ivan Illich.⁷

Continuité ...

A Dieulefit, Mounier est en contact avec le réseau « vichysto-résistant » d'Henri Frenay, pétainiste anti allemand et patriote. Mieux vaut être prévoyant...

Winock ne dit pas tout

En janvier 1941, Mounier écrit dans *Esprit* : « *Vivre habituellement, (...) la parole de Salazar est plus actuelle que jamais* ». En avril 1941 (numéro 99), « *on a plusieurs fois comparé le climat des réformes salazariennes à celui des réformes actuellement en cours chez nous. Les extraits suivants de l'ouvrage de M. Salazar, (il s'agit de : comment on relève l'Etat ?) ne souligne-t-il pas le vœu de tous les français ?* »

Ainsi « tous les français » soutiendraient en avril 1941, les « réformes » de Pétain comme celle de Salazar !

A la suite de tous les réactionnaires, Mounier considère que « *la France s'est perdue dans le goût du bonheur* ». Sur ce point, *l'Action française* de Maurras, avait été « *clairvoyante* » (...) « *Rendons-lui les armes sur ce point* ». (novembre 1940).

Winock tente stupidement de justifier l'attitude d'*Esprit* par l'obligation de contourner la censure ... dans cet exercice périlleux, Mounier serait devenu un expert.

L'après-guerre

« *Peut-être, en effet, ce qui a été semé aux jours de douleur et de gloire, portera-t-il encore d'imprévisibles fruits. C'est beaucoup en tout cas, qu'un peu partout, dans l'enseignement, la presse, l'art, l'administration, affleure ce que l'on appelait l'esprit d'Uriage* ». H. Beuve-Méry, dans : *Pierre Dunoyer de Segonzac (« patron » d'Uriage), le vieux chef, mémoires et pages choisies*).

« *En 1945, l'équipe d'Uriage sous la direction de Gilbert Gadoffre publiait vers le style du XXème siècle. C'était dans la collection « esprit »* ». (Winock).

Les mêmes hommes munis des mêmes théories profondément réactionnaires, du même programme (celui du « congrès » de Font-Romeu) vont tenter par la même tactique de faire adopter – au niveau des « élites » - leur idéologie. Ils investissent les « clubs » de réflexion

⁷ Ivan Illich (1926-2002) est aujourd'hui passé de mode. Il a pourtant bien mérité de « l'écologie politique » : « *l'automobile nuit au transport, l'école nuit à l'éducation et la médecine nuit à la santé* », il « *lutta contre le système automobile et tous les moyens de transports trop rapides qu'il jugeait aliénants et illusoirs* ».

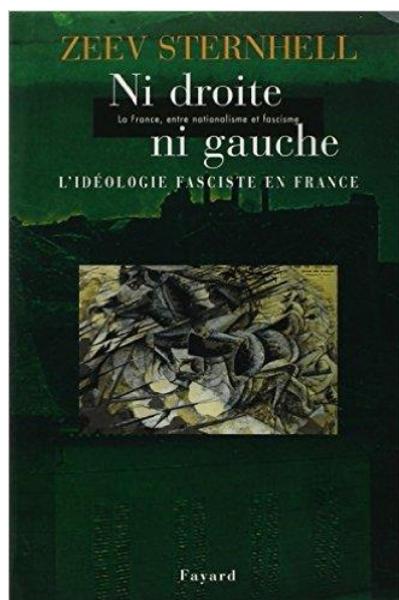
« [Illich] *décède des suites d'une tumeur qu'il a volontairement choisi d'assumer jusqu'au bout sans vouloir l'opérer, considérant que les cancers étaient un exemple de maladie traitée de manière contre-productive (le patient meurt de guérir) par la médecine, et à laquelle il aura survécu vingt ans* ». Extrait de sa notice biographique dans Wikipédia. Sans commentaire.

politiques qui fleurissent au début des années 60. On les retrouve dans les organismes tels que le Commissariat au Plan, au Conseil économique et social etc.

La stratégie des « envahisseurs » débouche 25 ans plus tard sur le congrès d'« unification des socialistes » d'Épinay. Winock a le mérite de ne pas cacher cette interrogation : « *On peut se demander si en 1944 ou 1945, Esprit n'aurait pas dû soutenir de son jeune prestige et de ses forces intellectuelles la renaissance d'un parti socialiste que rien ne vouait alors à son évolution ultérieure* ». (P. 291). Autrement dit, la vieille SFIO restait, malgré ses dirigeants, malgré sa pratique ordinaire de collaboration de classes, malgré sa politique néo-colonialiste (jusqu'en 1948, *Esprit* prône les vertus de l'Union française avec des arguments proches de ceux du PCF) un parti opposé à l'instauration d'un ordre nouveau, corporatiste, et, en conséquence, devait être détruit. Messieurs Rocard, Delors et quelques autres ont bien suivi le sillon tracé par les Mounier, Perroux et Beuve-Méry qui proclame fièrement :

« *Il faut à une révolution, un chef, des cadres, des troupes, une foi, ou un mythe ...* » Tout cela, le futur directeur du *Monde*, l'a trouvé en la personne du maréchal Pétain.

Pour autant, ils ne sont pas totalement parvenus à leurs fins. Certes, il ne reste plus rien de l'ancienne SFIO. Mais l'ordre corporatiste, qui bien sûr se fait de plus en plus menaçant, n'est pas encore abouti, fort heureusement. Le sort que les électeurs de la région île de France ont réservé à M. Bartolone et à ses projets liberticides constitue un encouragement à se battre pour préserver l'essentiel : la Démocratie.



Mounier n'est pas un cas isolé. Sa proximité avec certaines théories fascistes concerne d'autres éminentes personnalités de l'après-guerre. Sternhell rappelle que dès 1925 « *le jeune Beuve-Méry est tenté par le faisceau de Valois premier authentique regroupement fasciste en France* ». On ne peut raisonnablement être surpris de le retrouver à Uriage. Quant au jeune Mendès-France, « *il se déclare en complet accord avec les conceptions de base de celui qui venait de s'illustrer comme le chef du fascisme français* ». Maurice Duverger, un des piliers du quotidien *le Monde*, considère que « *jusqu'en 1938, le chef du PPF, Doriot, faisait figure d'homme de gauche* ». Chacun a par la suite suivi sa voie.

Les partisans pluriels de « l'intérêt général » constituent un vivier inépuisable pour les régimes autoritaires.

3. Le point de vue de Zeev Sternhell

Dans son « *ni droite, ni gauche, l'idéologie fasciste en France* » Zeev Sternhell consacre de nombreuses pages à décortiquer le phénomène personnaliste ; ses conclusions sont

opposées à celles de Winock. Il note : « en 1941, Mounier considère que nous sommes dans une situation encore ouverte et que la légitimité d'une action de présence ne saurait être mise en doute »

Et encore : « Il y a chez Mounier comme chez la grande majorité des contestataires, une certaine indulgence, une certaine compréhension à l'égard du fascisme, souvent même, une certaine admiration, qui provient essentiellement de leur perception commune de la faiblesse et des insuffisances de la démocratie libérale ».

A l'opposé des vaines tentatives de Winock, Sternhell démontre, citations à l'appui, que comme Madaule, Perroux ou Beuve-Méry, Mounier a soutenu Vichy, Mounier qui « se dresse contre le fanatisme de l'opposition », contre « ces petits esprits chagrins, agités d'un démon disputeur, qui n'ont de fécondité que pour une critique perpétuellement dissolvante » ; Il est difficile, écrit Sternhell, de voir dans ces lignes, un appel à la résistance. C'est le moins que l'on puisse dire. En 1940, le « personnalisme » est bien une composante de Vichy.

Pétain disparu, la perspective des personnalistes n'a pas disparu. La façon de présenter les enjeux n'a bien sûr, plus rien à voir avec la période 1939-1944. Les cléricaux savent s'adapter aux nouveaux rapports de force.

Un collectif d'historiens constitué autour de Winock et Berstein a publié en 2014 un anti « *ni droite, ni gauche* ». A noter la collaboration de Jacques Julliard (Cfdétiste acharné, ardent défenseur de la liquidation du socialisme authentique et grand prêtre *des Assises pour le socialisme* de 1974) : « Il faudra bien un jour [...] renoncer à une étiquette déshonorée et jeter aux ordures ce cadavre puant : le socialisme français », Jacques Julliard, 1968. (Cité par la fondation *Jean Jaurès*) et qui écrit dans *Marianne* de décembre : « les français veulent un gouvernement d'union nationale ». Hélas, hélas, ce sont les « élites » qui n'en voudraient pas ... ! Il pourrait tout aussi bien prétendre que les « français » exigent la « simplification » du code du travail mais que les « élites » résistent ! Ou encore que les français exigent la diminution des droits des chômeurs mais que le MEDEF fait de la résistance ...

Les auteurs reconnaissent que le PPF de Doriot était un authentique parti fasciste ; ça ne mange pas de pain. Ils nous parlent de Drieu, Brasillach, de Rebatet et Céline, de leurs délires anti sémites. Mais l'essentiel n'est pas là. Pour eux, les idées d'*Esprit* (et donc son programme fascisant de 1932) restent globalement de « gauche », donc progressistes, donc adaptables à notre époque ... Quant au Néos-socialistes du RNP de Déat, silence. Trop gênant ? (Le moins connu de la bande des quatre, Rebatet, a appelé a voté en 1965 au deuxième tour des présidentielles pour l'heureux titulaire de la francisque : F. Mitterrand ; Mitterrand « européiste » convaincu, partisan d'une « Europe communautaire », comme Rebatet. « C'est l'essentiel, cela suffit à fixer notre choix ». (Source ; *Rivarol* ; cité par Robert Belot dans : *Lucien Rebatet, le fascisme comme contre-culture*).

M. Delors déclarait dans un colloque destiné à célébrer la mémoire de Mounier qu'il convenait de remettre au goût du jour les analyses et projets du « philosophe ». La vigilance s'impose. La preuve ...

*
**

Décréter l'état d'urgence sociale (Edito de Ouest-France, décembre 2015)

François Régis Hutin

« Coup de semonce... Dernier avertissement... Il faut changer... On vous a compris... Et que voit-on ? (...) Oui, il est urgent de sortir des sentiers battus et rebattus. Mais comment se mettre au travail si l'on pense d'abord à soi-même et non au Bien Commun ?

Disons les choses nettement : si, à droite comme à gauche, ne se lèvent pas les gens désireux d'oeuvrer d'abord au bien de la nation, si ne s'y retrouvent pas des gens de droite comme de gauche, unis pour l'essentiel, voulant travailler ensemble, nous irons tous dans le mur.

Oser prendre des risques pour le Bien Commun

On a décidé l'état d'urgence contre le terrorisme. Il est temps de décréter l'état d'urgence sociale, de bouleverser les habitudes, d'ouvrir de nouvelles perspectives en terme de « marché » du travail. Que la sécurité demeure est certes nécessaire, mais qu'elle n'étouffe plus le dynamisme indispensable au sursaut du pays.

(...) La démocratie est en panne. Il faut sortir d'urgence des blocages, sinon on sera incapable de faire face aux crises qui nous assaillent : crise économique, crise climatique, crise des réfugiés, crise de l'Europe de Schengen, etc.

C'est par des initiatives nouvelles, faisant fi des habitudes, que l'on pourra sortir de cette crise politique dans laquelle le pays est plongé depuis des années. Il faut, très vite, des gestes et des engagements spectaculaires et constructifs pour redonner un minimum d'espérance au pays ...Il ne faut plus de promesses mais des réflexions ajustées, audacieuses, voire surprenantes qui débouchent tout de suite sur des réalisations concrètes positives.

Pour cela, il faut oser prendre des risques, cesser de penser d'abord à soi, à son parti, à sa formation politique. Il faut le désintéressement absolu qui, seul, peut servir le Bien Commun ».

Tous ensemble pour le *bien commun* ! à la suite du vichyste Mounier, heureux titulaire de la rosette de la résistance ...

Mais nous ne sommes pas en 1940.

Les efforts de M. Bartolone et de ses comparses se heurtent toujours aux dures réalités de la lutte des classes.

Affiche de propagande pétainiste



Avec la chute de Vichy, la lutte des classes retrouve tous ses droits. L'Etat bourgeois est disloqué. Les milices patriotiques se substituent au pouvoir « légitime » du gouvernement provisoire présidé par De Gaulle. Convoqué à Moscou le 19 novembre 1945, M. Thorez, secrétaire général du PCF se voit quelque peu sermonné par Staline. « *Les communistes s'efforcent de conserver la milice, cela ne passera pas* ». De retour en France, Thorez impulse la ligne du parti : rétablir l'Etat (bourgeois) dans toutes ses prérogatives. 39 comités de Libération de la zone sud avaient pourtant adopté l'article 35 de la déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1793 : le droit souverain du peuple, et même le devoir, de passer à l'insurrection contre l'Etat qui opprime. Les préfets notent avec satisfaction le changement d'attitude des militants du PCF. Le journal patronal *les échos* jubile : « *Voici les communistes avec nous pour un plan unique de reconstruction que résument les deux mots d'ordre : travailler et produire ...* » Les militants staliniens de la CGT sont tenus de s'aligner, avec le sourire.

Fin 1944, 1945, années décisives

Vichy s'écroule ; l'Etat français du Maréchal n'est plus qu'un mauvais souvenir. Les préfets nommés à la hâte par De Gaulle, multiplient des rapports alarmistes. « *L'exaspération est grande dans les milieux ouvriers qui n'arrivent pas à manger à leur faim* ». « *La haine des classes s'amplifie dans le milieu ouvrier* », signale le préfet des Bouches du Rhône ... les patrons, l'Eglise préféraient Pétain à de Gaulle. Désormais, De Gaulle leur semble le meilleur rempart contre une nouvelle *Commune*.

Vichy avait prétendu imposer la conciliation des classes. Le 1^{er} mai était devenu « *la fête du travail et de la paix sociale* ». En quelques semaines, l'ordre corporatiste s'écroule.

Il faudrait être naïf pour imaginer un seul instant que les partisans divers du corporatisme renoncent à leur projet totalitaire.

On en retrouve les traces, y compris dans le programme du Conseil national de la Résistance où sévit l'ultra clérical Georges Bidault. (Successeur de Jean Moulin à la tête du CNR).

Extrait :

Le CNR prône « *une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général ... l'intensification de la production selon les lignes d'un plan arrêté par l'Etat (on sait que les anciens d'Uriage y ont occupé une place déterminante) après consultation des représentants de tous les éléments de cette production* » (Les fameux corps intermédiaires chers à la Doctrine sociale de l'Eglise). (...) *La participation des travailleurs à la direction de l'économie (...) un syndicalisme indépendant doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale* ». Tout ceci au nom de « *l'intérêt général* », pour ne pas dire trop ouvertement *bien commun*.

Tous les efforts des corporatistes vont tendre à amener la CGT reconstituée et réunifiée sur le terrain de l'intégration à la nouvelle gouvernance. D'où la nomination de Saillant l'un des principaux responsables de la confédération à la tête du CNR.⁸

4. Le programme d'Uriage

Les offres de service des hommes d'Uriage

Dans leur programme intitulé « *vers le style du XXème siècle* », les amis de Beuve-Méry se focalisent sur l'urgence de former de nouvelles élites.⁹ (p.164). L'échec de la « *révolution nationale* » tiendrait à l'absence de ces élites aptes à commander le « troupeau », pour

⁸ « *Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance. (...) Le gouvernement s'y emploie...* ». Denis Kessler, ancien vice-président du MEDEF, 4 octobre 2007. Le gouvernement actuel, aussi ... la ministre du travail qui sait à peine distinguer un CDI d'un CDD annonce un possible recours au 49-3 (coup d'état permanent oblige ...) pour imposer la « simplification » du code du travail. Certains députés de « gauche » seraient du coup dispensés de vote et pourraient librement s'indigner dans les couloirs de l'assemblée.

Notons quand même que Kessler ne voit certainement pas d'un mauvais œil, les passages du « programme » du CNR cités ci-dessus. Ce ne sont pas ces « traces » cléricales qu'il veut défaire méthodiquement, bien au contraire, mais les conquêtes arrachées par la classe ouvrière à la Libération.

⁹ Eugène Duthoit, Doyen de la Faculté Libre (catholique) de Droit de Lille et surtout président des *semaines sociales*, a la même préoccupation. Lu dans « *renovation française* », ouvrage paru en 1942, destiné à bénir Vichy, il écrit :

« *La préparation des élites au gouvernement de la nation est ainsi, de tous les problèmes de l'heure, l'un des plus graves, sinon le plus grave* ».

reprendre la terminologie cléricale. Se pose le problème jusqu'alors non résolu du mode de recrutement. Les corporatistes distinguent quatre possibilités

La solution « ploutocratique », sélection par l'argent, mais *« c'est la solution adoptée par les démocraties capitalistes. Elle a tous les avantages de l'hypocrisie ... »* comme les souverains pontifes, les hommes d'Uriage redoutent les « excès » d'une minorité de capitalistes trop avides de profits immédiats.

La solution « mandarinale », recrutement par concours, mais qui conduit *« à la sclérose et l'assoupissement »*.

La solution « patricienne », recrutement basé sur les hasards de la naissance, mais noblesse ou élites héréditaires ne sont pas compatibles avec la compétence.

Reste la solution « totalitaire » qui a rompu *« avec les méthodes vieillottes (...), plus séduisante à première vue »*. Et nos corporatistes ne peuvent s'empêcher de vanter, encore, les « originalités » du régime nazi.

« (...) Les avantages d'un pareil système sont évidents, et c'est une des réussites du parti nazi, par exemple, que d'avoir créé, avec une telle rapidité des élites de gouvernement bien trempées, enthousiastes et homogènes ».

Mais comme la perfection n'est pas de ce monde, même nazi, les futurs amis de Jean Monnet regrettent que *« choisir des dirigeants dès la douzième année, c'est écarter d'office des natures à développement tardif »*. C'est en effet contrariant.

Enfin, la solution totalitaire, pourtant si séduisante suscite quelques objections. Le mode de recrutement nazi *« n'avait de sens que dans un contexte d'unanimité nationale qui n'existe pas chez nous, pour l'instant »*. Et de conclure :

« Aucune de ces solutions ne peut nous satisfaire » mais *« toutes, elles contiennent des éléments valables (...) pour la réalisation du bien commun »*. 1940, 1945, les hommes d'Uriage n'ont pas changé.

« Les élites populaires »

La « révolution sociale » que les corporatistes appellent de leurs vœux signifie l'intégration complète de la classe ouvrière à l'Etat nouveau. Les recettes sont toujours les mêmes, celles des cléricaux, toutes tendances confondues.

1) *La participation au profit. « Il sauve la légitime propriété privée en lui conférant une valeur communautaire »*. Rien de neuf. C'est un copié-collé des encycliques.

2) *Participation à la gestion. « Si l'on veut vraiment transformer l'entreprise en communauté de travail, la participation au profit est nécessaire, par la généralisation de prime au rendement »*, mais à condition que *« les délégués ouvriers participent à l'élaboration des barèmes »*.

3) Dégager les *« élites ouvrières. Les meilleurs devraient se préparer à des tâches précises »*, dont *« la participation au conseil de l'organisation professionnelle ... »*

Enfin, puisque « *la révolution sociale a pour but premier la rentrée du prolétariat dans la nation* » (C'est exactement la définition du fascisme formulée par le ministre des corporations de Mussolini, Guiseppe Bottai), il faudra faire en sorte que « *les réformes sociales d'ordre général ne trouvent leur achèvement que dans l'entreprise elle-même* ». La « simplification » du code du travail revendiquée par le MEDEF et la CFDT prétend elle-aussi tout ramener au niveau de la sacro-sainte entreprise.



Bottai est l'un des promoteurs de la Charte du travail. Avec le pape PIE XI, il ne manque aucune occasion de rappeler que la grève et le lock out sont interdits. Il rappelle aussi que la Charte permet aux syndicats juridiquement reconnus de conclure des « *pactes collectifs de travail* » - *c'est d'ailleurs leur unique fonction* - et qu'il revient à une juridiction « spéciale », la *magistrature du travail*, de s'assurer que les « pactes » s'appliquent effectivement.

L'Etat fasciste instaure une procédure d'arbitrage. Il ne fait rien de nouveau. Il transforme les syndicats en organismes d'état, poussant la logique de l'intégration jusqu'à ses ultimes conséquences. Les corporatistes d'Uriage et bien d'autres suivent la même logique.

Dans ce cadre, « *le syndicat rénové* » devra « *collaborer avec l'Etat et les directeurs d'entreprises, à l'organisation de la profession et dans le cadre d'une économie nouvelle à la réglementation de la production* ». Et les auteurs de conclure sans rire : « *en définitive, la libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

Uriage sans la Wehrmacht

« *Il y a deux histoires : l'histoire officielle, menteuse, puis l'histoire secrète où sont les véritables causes des événements* » (Honoré de Balzac)

L'« école » de formation des « élites » de Vichy est fermée en décembre 1942. Les formateurs investissent les réseaux de résistance afin d'y défendre leurs idées « révolutionnaires ». Les chefs sont en rapport avec les pétainistes Frenay et Giraud. Ce petit monde prépare l'après Pétain.

« L'équipe » d'Uriage a publié au 3^{ème} trimestre 1945, un petit livre, aux éditions *Esprit* intitulé : « **vers le style du vingtième siècle** ». Ce document confidentiel mérite d'être largement connu des militants ouvriers.

On sait que le *personnalisme* des cléricaux regroupés autour d'Emmanuel Mounier a donné une « âme » à l'école des cadres de vichy.

On a vu dans les articles précédents que l'historien Michel Winock, choisi par M. Bartolone pour coprésider la commission sur la « refonte » des institutions, se donne, sans succès, beaucoup de mal pour cacher les accointances – sinon plus – des « formateurs » d'Uriage

avec les corporatismes, version, Portugal de Salazar ou Italie de Mussolini et bien sûr la « révolution nationale » de Pétain. On verra ci-dessous ce qu'il en est du national-socialisme.

Dans l'avant-propos de « *vers un style du XXème siècle* », on découvre que :

« (...) *L'hégémonie vers laquelle l'Allemagne nationale-socialiste tendait de toutes ses forces mettait fin à l'unité française pour lui substituer d'informes tronçons diversement asservis et exploités. La doctrine raciste débouchait, sur un paganisme du sang qui était la négation de toutes les traditions françaises* ». Et de conclure :

« *La lutte devait donc reprendre : pour les uns, hors de France (Sous la houlette de De Gaulle), pour les autres, en France même* ». On connaît la chanson : les résistants de « l'intérieur » et ceux de « l'extérieur » ... les hommes d'Uriage ne sont pas fous. Ils se préparent à toutes les éventualités.



« *Quelque chose de l'esprit d'Uriage passe au Monde, à Esprit avec Domenach, à Peuple et Culture, à Jeunesse de l'Eglise, au Plan et jusque dans l'Université. Les anciens se souviennent d'une aventure exaltante et du chef qui leur a permis, malgré les illusions initiales, de franchir avec honneur et droiture le cap des années noires* ». (*La Croix* ; 13 mars 1998). « L'esprit » d'Uriage, c'est d'abord un programme très politique basé sur les thèses corporatistes de l'Eglise catholique. C'est aussi confier à une « élite » soigneusement sélectionnée le soin de mener à terme un projet totalitaire.

« **Le système NAZI, sa force** » extraits de *vers le style du XXème siècle*

Winock-le-pieux ne dit rien du *Manifeste* si instructif des hommes d'Uriage dont la rédaction commence en 1943, publié alors que la défaite militaire du IIIème Reich est acquise.

Les citations qui suivent sont un peu longues mais évitent d'être soupçonné de truquer par des coupures intempestives. Ils écrivent (page 60) :

« *Sa force* : (du système NAZI).

« *Le nazisme est une réponse.*

*Le malaise des démocraties posait la question d'une économie, d'une société et d'une anthropologie nouvelles. C'est parce qu'il s'est présenté comme une réponse à cette triple aspiration que le national-socialisme a pris un essor si puissant. Sa **faiblesse** vient de ce que, ces aspirations, il les a plutôt **déviées**, utilisées que satisfaites* ».

Ces « faiblesses » sont décidément bien contrariantes, d'autant que :

« *A une économie anarchique, il a opposé une économie orientée vers la communauté nationale* ». Patrons, ouvriers, techniciens, tous frères dans l'entreprise, vaste communauté d'intérêts convergents ...

« Au chômage, il a substitué le travail obligatoire en vue de recréer une force nationale ». Chez *Esprit*, on n'aime pas les oisifs.

« Aux trusts tout puissants, il a prétendu imposer le contrôle d'un Etat socialiste, et de même à un individu déraciné, il a proposé (l'individu n'a sans doute plus qu'à choisir ce qui lui convient !) un idéal tangible matériel », l'idéal que le « libéralisme » et le communisme » renvoyés dos à dos ne sont pas capables d'apporter. L'approbation de l'action du national-socialisme ne fait plus aucun doute :

« Il a rétabli le contact entre l'homme et les forces infra rationnelles de la nature et de la race ; et par là, l'homme nouveau du nazisme a acquis ces bases fermes qui lui ont permis de se dresser avec tant de vitalité animale dans le siècle ».

Nos hommes d'Uriage n'hésitent donc pas, alors que la défaite du Reich est évidente, à vanter les mérites de la « révolution-nationale-socialiste ».

Un bémol cependant : « Aux aspirations de l'homme et du travailleur, il ne répond en effet qu'à moitié ». On sent poindre une légère réserve. De quoi s'agit-il ?

Peut-être les « élites » d'Uriage déplorent-ils la solution finale contre la minorité juive ? Non ; il n'en est pas question une seule fois.

Peut-être désapprouvent-ils l'instauration d'un ordre totalitaire, les camps de concentration ? Il n'en est pas question non plus.

L'interdiction des syndicats, du droit de grève ... ? Evidemment non. Bien au contraire, puisque « les réalisations sociales sont indiscutables et souvent grandioses ».

Mais peut-être, parce que ces réalisations sociales indiscutables et grandioses ont été réalisées suite à la dissolution des syndicats ouvriers et à la traque des syndicalistes, il conviendrait d'avoir un jugement plus critique face au national-socialisme ? Les penseurs d'Uriage ne l'écrivent pas. Winock, est lui aussi muet. Pour un historien spécialiste de l'histoire d'*Esprit*, c'est curieux ...

Winock oublie encore, à la suite d'*Esprit* que lesdites réalisations grandioses du régime national-socialiste ont dès janvier 1933 été bénies par le parti catholique, le Zentrum (dirigé par un prélat) qui vote les pleins-pouvoirs au dictateur.



L'action des anciens d'Uriage n'a pas cessé avec la fin de la guerre. La publication de *vers le style du XXème siècle* montre à quel point l'idéologie véhiculée à Uriage n'a pas fondamentalement changé avec la cessation des hostilités.

« Si la foi chrétienne n'avait pas sensiblement décliné, certains fanatismes, nationalistes ou communistes n'auraient pas été possibles et l'esprit de sacrifice ne serait pas mis si souvent au service de causes inhumaines, aussi largement ouvert aux entreprises des mauvais bergers ». (Page 249).

On ne retient que du concret, du positif : « *Qu'il s'agisse du cadre de travail, des organisations des loisirs et des voyages ou de l'éducation populaire : stades, maisons ouvrières, usines modernes, asiles de camaraderie « (?)!, ou locaux communautaires se sont multipliés ... »*

Hélas, hélas, « *le socialisme nazi n'est qu'un capitalisme d'Etat* ». D'ici à conclure que le socialisme nazi n'est pas assez « socialiste » ... Dieu soit loué, avec les idées nouvelles des personnalistes, les « faiblesses » peuvent toujours être corrigées, pour une bonne application à la française.

Mais enfin, on l'a compris, le bilan du national-socialisme est globalement positif. Page 63, on lit :

« *Le nazisme a su créer un homme nouveau en contact avec les forces de la nature (...) il y a dans l'élite nazie de la jeunesse un dynamisme, un héroïsme et une largeur d'horizon qui ne peuvent être perdus sans appauvrissement pour l'Europe* ».

L'Europe, l'Europe, l'Europe ...

C'est décidément le point de ralliement obligé de tous les réactionnaires : l'Europe du troisième Reich, puis l'Europe communautaire... puisque « *l'ère des nations souveraines au point de vue économique et politique est close* ». (Page 236).

Avec les gens d'Uriage, les choses sont clairement énoncées.

Avalanche de compliments

« *Le nazisme a su affirmer à tous les échelons du commandement un principe d'autorité fondé sur l'initiative et la responsabilité du chef* ». Les cléricaux ont toujours besoin d'un guide, capable de dominer le « troupeau ».

« *Il a su trouver des méthodes pour dégager les élites sociales et une aristocratie de commandement* ». La moitié du livre est consacré aux voies et moyens de dégager ces « élites » dans les « écoles » de « formation » adaptées.

« *Le nazisme a su restaurer le sens de la communauté nationale ...* » de quoi faire réfléchir, les partisans actuels de « l'union nationale ».

« *Le nazisme a su remédier à la crise démographique de l'Allemagne en réprimant l'avortement et en favorisant par tous les moyens une politique de haute natalité* ».

« *Le nazisme enfin a, dans une certaine mesure (pourquoi cette restriction ?) compris le devenir économique et politique du monde en réclamant (et en imposant !) la formation de grands espaces économiques par-dessus les frontières nationales* ».



Signature du Concordat entre l'Allemagne et le Vatican, le 20 juillet 1933 à Rome. Au centre, le cardinal Pacelli, qui deviendra plus tard le pape Pie XII. À gauche, M. von Papen.

Ce quasi modèle est à peine terni par cette malheureuse tendance au « matérialisme » et au « paganisme » de l'Etat national-socialiste. Nulle doctrine n'est parfaite ...

Enfin pour conclure, « *si le sol résonne à nouveau sous des pas virils, le Germain qui a retrouvé Wotan (dieu de la guerre et de la chasse) et les dieux des forêts, ne lève les yeux que sur un ciel vide* ».

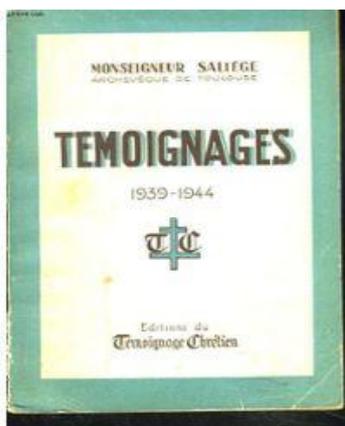
A la recherche d' « une cité de Dieu » idéale, les personnalistes ne peuvent adhérer totalement au national-socialisme.

5. Les héritiers politiques d'Uriage. Beuve-Méry fondateur du Monde et quelques autres

Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. (Article 35 et dernier de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen. 1793)

Un certain Pierre Bitoun a consacré près de 300 pages à tenter de justifier de A à Z toute l'action des « *hommes d'Uriage* » (édition la découverte). En 1986 et 1987, de nombreux protagonistes lui ont accordé des entretiens dont le chef de file, fondateur du monde, H. Beuve-Méry.

L'auteur commence par dénoncer le « livre-scandale » de Zeev Sternhell « *ni droite, ni gauche, l'idéologie fasciste en France* » pour se rallier aux thèses de Winock, Julliard et de toute la « deuxième gauche ». L'opération est risquée. Elle suppose de passer sous silence – dans le meilleur des cas – tout ce qui fait l'originalité des corporatistes d'Uriage et de leurs héritiers politiques. Leur modèle, c'est Mgr Saliège, « *le seul parmi les évêques à être devenu compagnon de la Libération* » (il en fallait bien un !) dicit le père de Naurois, formateur émérite de l'école des cadres. (p. 36). La tâche est rude, ambitieuse mais exaltante : « *sauver l'âme de la France de l'intérieur* ».



Ah, ce brave Monseigneur Saliège (Archevêque de Toulouse de 1929 à 1956) ; s'il n'existait pas ... C'est vrai qu'avec les très hautes personnalités de l'Église catholique, on a du mal à débusquer d'authentiques anti vichystes. Comme dit l'autre, c'est bien naturel.

On pense bien sûr à notre malheureux Laurent Berger, auteur d'une très remarquable thèse consacrée à l'ex évêque de Nantes, Mgr Villepelet, vichyste forcément, comme ses confrères.

D'ailleurs, à Uriage, il n'y avait pas que des prêtres. Il y avait aussi des militaires. Et même des personnes résolument ancrées à gauche.

Ils le disent eux-mêmes ...

Simon Nora

Simon Nora fut l'une des têtes pensantes du cabinet Mendès-France, l'un de ses plus proches conseillers en matière économique et financière. Il collabore à *l'express*. En 1960, il est directeur de l'économie et de l'énergie à la CECA. On le retrouve au *club Jean Moulin*, aux côtés des amis de Jacques Delors. Bitoun écrit :

« *Le club Jean Moulin, lieu de confrontation et de dialogue ressemble à s'y méprendre à Uriage. Et le projet social mendésiste à celui de la troisième voie. Mais celle-ci porte désormais un autre nom, la République moderne* » version mendésiste, cela donne :

« *Il y avait des gens de droite, des patriotes qui se reconnaissent en Mendès, une partie des gaullistes aussi, la CFDT et la fraction non marxiste de la CGT, la partie dynamique du patronat* ». (S. Nora, p. 164.) Ce qu'il ne dit pas, c'est que les dirigeants de la CGT-FO ont été démarchés pour les intégrer à ce petit monde, sans succès, évidemment.

Plus tard, Nora participe à l'expérience Chaban-Delmas (toujours avec Delors). On ne sait si c'est de l'humour involontaire, mais Nora déclare :

« *Pendant toute une partie de ma vie, je me suis trouvé à la droite de la gauche. Et là, chez Chaban, j'étais à la gauche de la droite* ».

Avec Alain Minc, il travaille pour Giscard : il pond un rapport sur l'informatisation de la société ...

On le retrouve auprès de Pierre Bérégovoy. Il sort un nouveau rapport sur les finances publiques et les dépenses de santé. Bitoun écrit : « *Cela lui vaudra d'être nommé membre du comité des six sages institué par Philippe Séguin, en avril 1987. La mission est de préparer les états généraux de la Sécurité sociale et de proposer des mesures d'urgence destinées à combler le déficit du système de protection. Mais c'est le rapport Nora-Minc qui, me semble-t-il est le plus fidèle aux conceptions de la Somme* », c'est-à-dire la bible des uriagistes : *vers le style du XXème siècle, « Les mots ont changé, mais l'idéal, le projet reste le même ».*

Nora : « *Le fil conducteur est effectivement là* ». C'est vrai.

Hubert Beuve-Méry et Jean Marie Domenach

« *L'équipe du Monde et celle d'Uriage se ressemblent comme deux gouttes d'eau* ». Bitoun, p.184). C'est sur la question européenne que se manifestent le plus clairement les similitudes.

En mai 68, J. M. Domenach, longtemps patron après Mounier de la revue *Esprit*, dénonce « *la disparition du sens du tragique dans les sociétés du bien-être et son remplacement par la mythologie de la société de consommation, du niveau de vie et du bonheur individuel* ». *Banal*. On croit entendre le pape François.



Grève générale 10 millions de grévistes. Comme à la SNIAS de Bouguenais, la classe ouvrière, les salariés se mobilisent contre les plans de licenciements, pour l'augmentation des salaires ...pour travailler moins et moins longtemps et gagner plus. Les calotins, de l'extrême droite à l'extrême gauche, s'étranglent d'indignation. Ceux d'Uriage ne sont pas les derniers.

La CFDT est en première ligne pour tenter de placer Mendès-France sur orbite. L'opération tourne au fiasco.

Heureux les pauvres (et les exclus !) qui gagneront directement leur paradis.

« *Le printemps de Paris (comprendre la grève générale de mai 68), est la première des insurrections anti productivistes (...)* En 1968, nous remontions vers nos sources, en coupant les dernières attaches avec les idéologies sociales du XIXème siècle, en renouant avec la critique personnaliste du productivisme ... ». (Domenach).

Si Beuve-Méry critique les excès du « pouvoir personnel » de De Gaulle il se garde bien de condamner la tentative d'imposer « à froid » par voie référendaire, en avril 1969, un ordre corporatiste par définition totalitaire. Le sujet est tout simplement évacué. Le général est chassé du pouvoir après onze ans de règne ; les confédérations ouvrières, CGT-FO et CGT ont mené campagne pour le NON (surtout FO) ; Beuve-Méry préfère ne pas évoquer un sujet probablement trop douloureux. Bitoun respecte ce pieux silence.

« **D'Uriage à l'autogestion** » (p.264)

Bitoun admire Domenach. Il l'écrit. Domenach admire le prêtre Ivan Illich et « *sa société sans école* ». On a bien le droit d'être obscurantiste.

En 1968 et les années suivantes, Domenach fréquente « *les organisations autogestionnaires, les groupements de défense des minorités opprimés (le brave homme !), les syndicats de paysans-travailleurs, les associations écologistes et anti nucléaires etc.* on ne sait pas ce que recouvre ce etc.

Domenach nous éclaire :

« (...) *Croissance, développement, progrès, expansion, formation, contrôle, autant de mots corrompus et corrupteurs ... conformément aux impératifs de la production-consommation* ». Le pape François n'a rien inventé avec son encyclique sociale-verte, *laudate si* !

Pour conclure, Bitoun nous explique :

« La filiation entre Uriage et l'autogestion (...) s'enracine dans le message évangélique, dans l'apostolat des chrétiens qui, de la foi en le progrès à la contestation de la croissance, n'ont cessé depuis un demi-siècle d'investir l'ici-bas, au nom de l'au-delà et de répéter le mot de Péguy : la révolution sera morale ou ne sera pas ». Ainsi soit-il ...

Merci, M. Bitoun d'avoir consenti à établir ce lien.

6. Un gouvernement imprégné d'idéologie corporatiste

Un billet de Jean Alséda paru dans Ouest Syndicaliste n°664.

« La doctrine sociale de l'église et celle de François Hollande ne sont pas si différentes. »

Nice-Matin¹⁰

" Le projet de loi Travail est idéologiquement marqué" a souligné Jean-Claude Mailly ; "il s'agit de remettre en cause la nature des relations sociales en vigueur en rabougrissant le Code du Travail, en affaiblissant le niveau national de la branche, en donnant la priorité à celui de l'entreprise et en court-circuitant les syndicats. Ce qui constitue rien de moins qu'une inversion sociale (...)"

Ce projet ultra-réactionnaire n'est nullement le premier qui soit porteur d'une (bien vieille) "marque" idéologique. Il s'inscrit en totale cohérence avec un ensemble d'offensives ciblées et méthodiques contre les acquis de la République sociale et laïque. En ce sens, Hollande tente de parachever la contre-révolution engagée dès 1982 par le pétainiste "de gauche" Mitterrand, lorsqu'avec son ministre européen Jacques Delors, il suspendait la loi de 1950 sur les Conventions Collectives, il désindexait les salaires sur les prix et promulguait les Lois Auroux qui tentaient déjà de rabaisser les "dialogue social" au niveau de l'entreprise.

Quelle est donc la racine de cette "marque idéologique" qui a inspiré ce monstrueux projet de "loi Travail" ? On sait le patronat plus pragmatique qu' "idéologue" quand il s'agit du "coût du travail" et de ses profits. Il serait donc partiellement erroné de ne voir dans ce projet de loi qu'un rejeton du Medef.

D'ailleurs, les "idéologues" qui l'ont inspiré sont souvent prompts à accuser d'archaïsme un patronat rétif au "dialogue social".

Les historiens voient dans le Dominicain Saint Thomas d'Aquin (1224-1274) le fondateur de leur philo-théologie dont le pape Léon XIII, créateur de la "doctrine sociale de l'Eglise", revendiqua l'héritage en 1891. Comme on le voit, c'est "moderne" !

Pour résumer, nos modernes "idéologues" s'inspirent de deux principes très ringards :

1- le principe théologique d'Amour. Nous sommes des personnes humaines qui ne sont rien (strictement personne ...) en dehors de la "communauté" fondée sur le commandement : "Aimez-vous les uns les autres". Ce principe est le venin de la sinistre Inquisition, de la chasse aux sorcières, aux brebis galeuses et autres fauteurs de troubles de "l'Harmonie" sociale...

2- le principe de subsidiarité¹¹, formulé par Léon XIII dans l'encyclique Rerum Novarum, qui prône un ordre social fondé sur la "communauté" assujettie à la "transcendance". Ce principe est fondateur du Totalitarisme où "le bas" met en musique ce que "le haut" lui ordonne ...

¹⁰ Déclaration au journal Nice-Matin de la chroniqueuse religieuse Caroline Picozzi, porte-parole du Vatican, le 24 janvier 2014

¹¹ Ce "principe" est inscrit dans tous les Traités de l'Union européenne

Plus prosaïquement, c'est au niveau de l'entreprise, baptisée "communauté de travail", que le dialogue entre "personnes", fondé sur l'Amour de l'Autre, respectueux du "Vivre ensemble", devrait souder "l'union des classes" (sic).

De l'entreprise autogérée à "l'entreprise citoyenne", le jargon des bedeaux s'hystérise sans cesse pour faire "moderne"...et toujours nier la "lutte des classes". Tout ce qui fortifie notre classe face à l'exploitation : le code du travail, les conventions collectives, les statuts, nos syndicats fédérés et confédérés etc., c'est mauvais pour "l'entreprise, communauté du bien commun" !

Depuis le XIX^{ème} siècle, la "doctrine sociale de l'Eglise" a servi de matrice aux associations d'action catholique CFTC/CFDT, a inspiré les différentes obédiences corporatistes, personnalistes et fascistes, jusqu'à infester des secteurs du mouvement ouvrier...

Face à la dissémination de l'infection par le courant "néo-socialiste" au sein de la SFIO, Léon Blum a eu ces mots en 1933 : " Je suis épouvanté ... On ne détruit pas l'idéologie fasciste en la plagiant ou en l'adoptant ".¹²

Toute ressemblance avec la situation actuelle serait-elle le fruit d'une pure coïncidence ?...

Pulvérisation du Code du travail, compte d'activité attaché à la personne... humaine, déchéance de la nationalité, état d'urgence policier permanent, emprisonnement requis contre des syndicalistes, etc., le gouvernement sait-il où il va ? En tous cas, il y va... si nous le laissons passer !

Les très bons amis d'Emmanuel veulent toujours refonder le monde

L'association des *amis d'E. Mounier* a organisé en octobre 2010 un colloque sur le thème. « *Penser notre crise actuelle avec E. Mounier* ». Le rapport introductif était ainsi présenté : « *notre monde à refonder* ».

On sait que nos gouvernants, en application des directives du MEDEF entendent tout *refonder* : l'école bien sûr, mais aussi le code du travail, la protection sociale ... Tout devrait disparaître. C'est chez l'ex vichyste-philosophe que ces gens-là espèrent trouver l'inspiration. Quoi de plus normal ?

Des écrivains, des personnalités de la « société civile », les inévitables « philosophes » aux ordres, des « journalistes », des historiens, des représentants officieux de la CFDT, des ecclésiastiques, des parlementaires, des ministres, des chefs de partis ; ils sont tous là. Quoi de plus normal ?¹³

Depuis, d'autres initiatives ont été prises, parmi lesquelles, la création du regroupement « les poissons roses... » qui intervient auprès des parlementaires.

¹² Menés par Marcel Déat, les "néos" finiront dix ans plus tard dans la collaboration et le nazisme

¹³ Citons quelques noms : F. Bayrou ; B. Comte (auteur de : *Uriage, une utopie combattante*) ; Jean Daniel ; J. Delors (chargé de conclure) ; R. Fauroux ; A Finkielkraut ; F.R. Hutin ; J. Julliard ; J.Y. Le Drian ; F. Mitterrand ; B. Poignant ; R. Prodi ; JJ. Urvoas ; l'inévitable Jean Boissonnat et pour clore en beauté, André Vingt-Trois ... On remarquera la présence de M. Hutin, éditorialiste au quotidien *Ouest-France*. Ce monsieur y dispense régulièrement ses leçons de morale chrétienne.



**Union départementale CGT-FO de Loire Atlantique
2 place de la Gare de l'Etat 44200 Nantes**